Burundi : plusieurs problèmes laissent présager l’imminence d’une crise

IRIN, 21 avril 2014 Le Burundi en proie Ã lâ€™instabilitÃ© Ã lâ€™approche des Ã©lections BUJUMBURA - Si le haut deg
mobilisation des partis non dirigeants est un indicateur du risque dâ€™instabilitÃ© politique, le Burundi est un pays Ã surveille
de prÃ¨s Ã lâ€™approche des Ã©lections prÃ©sidentielles prÃ©vues lâ€™annÃ©e prochaine. Le SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de
Ban Ki-moon, a rencontrÃ© le prÃ©sident Pierre Nkurunziza. Les Ã‰tats-Unis ont Ã©galement dÃ©pÃªchÃ© un envoyÃ© spÃ©
place pour sâ€™entretenir personnellement avec le prÃ©sident. Le Conseil de sÃ©curitÃ© des Nations Unies a publiquement
exprimÃ© son inquiÃ©tude. Et il ne sâ€™agit lÃ que des principaux protagonistes dâ€™un concert de protestations qui sâ€™
exprimer une inquiÃ©tude grandissante.

Alors que le pays se prÃ©pare activement aux nouvelles Ã©lections qui se dÃ©rouleront lâ€™annÃ©e prochaine Ã une date
indÃ©terminÃ©e, plusieurs problÃ¨mes laissent prÃ©sager lâ€™imminence dâ€™une crise : des violences dâ€™origine politic
atteintes aux activitÃ©s de lâ€™opposition et Ã la presse, lâ€™Ã©rosion de lâ€™accord de paix sur le partage du pouvoir, et e
projet du prÃ©sident de briguer un troisiÃ¨me mandat qualifiÃ© dâ€™inconstitutionnel. En attendant, les relations sâ€™enver
entre le gouvernement â€“ dirigÃ© par le Conseil national pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie-Forces pour la dÃ©fense de la
dÃ©mocratie (CNDD-FDD), parti majoritairement hutu â€“ et le Bureau des Nations Unies au Burundi (BNUB) qui sont
censÃ©s participer ensemble au processus de stabilisation postconflit du pays. Ã€ lâ€™origine de cette dÃ©gradation des
relations, la transmission dâ€™un rapport confidentiel envoyÃ© au siÃ¨ge des Nations Unies par le BNUB, faisant Ã©tat dâ€™u
distribution dâ€™armes aux Imbonerakure, les jeunes affiliÃ©s au CNDD-FDD, cÃ©lÃ¨bres pour leur militantisme musclÃ©. Le
gouvernement a qualifiÃ© ces allÃ©gations dâ€™absurdes et de dangereuses. Le Burundi a tournÃ© la page de la guerre civ
voilÃ presque dix ans. Le conflit sâ€™Ã©tait embrasÃ© en 1993, juste aprÃ¨s les premiÃ¨res Ã©lections prÃ©sidentielles du p
qui opposaient la majoritÃ© hutu Ã la minoritÃ© tutsi, alors dominante. Les deux camps se disputaient notamment lâ€™accÃ¨s
pouvoir politique. AprÃ¨s une visite au Burundi au mois dâ€™avril, lâ€™ambassadrice des Ã‰tats-Unis aux Nations Unies,
Samantha Power, la premiÃ¨re reprÃ©sentante du gouvernement amÃ©ricain Ã se rendre dans ce pays dâ€™Afrique centrale
dÃ©clarÃ© quâ€™elle avait fait le dÃ©placement Ã cause dâ€™une sÃ©rie de Â« signes alarmants Â». Ces signes sont not
la dÃ©cision de mettre un terme [fin 2014] Ã la mission des Nations Unies dans un contexte dâ€™instabilitÃ© politique
considÃ©rable, le procÃ¨s expÃ©ditif de 21 jeunes affiliÃ©s Ã lâ€™un des principaux partis de lâ€™opposition, les lois restrict
touchent les mÃ©dias et les tentatives de rÃ©vision de la constitution Â», a-t-elle dÃ©clarÃ©. Le 21 mars, 47 membres du
Mouvement pour la solidaritÃ© et la dÃ©mocratie (MSD) ont Ã©tÃ© condamnÃ©s Ã des peines de prison, dont 21 membres Ã
prison Ã vie, Ã cause dâ€™une manifestation Ã Bujumbura qui a tournÃ© Ã lâ€™affrontement avec les forces de sÃ©curitÃ©
prÃ©sident du MSD, Alexis Sinduhije, Ã©galement inculpÃ© pour sa participation Ã lâ€™Ã©vÃ©nement, sâ€™est rÃ©fugiÃ©
clandestinitÃ©. Â« Si lâ€™on considÃ¨re dâ€™une part la crise politique Ã laquelle on associe dâ€™autre part la distribution
vous avez exactement les ingrÃ©dients du type de violence que le Burundi a rÃ©ussi Ã Ã©viter pendant un bon nombre
dâ€™annÃ©es. AprÃ¨s tous les progrÃ¨s accomplis par le Burundi, il serait absolument tragique que le pays connaisse une
crise politique majeure, et encore pire bien sÃ»r, quâ€™il sombre dans la violence Â», a dÃ©clarÃ© Mme Power. Division sur
lâ€™accord dâ€™Arusha Le 10 avril, dans une dÃ©claration Ã la presse, les membres du Conseil de sÃ©curitÃ© Â« ont rap
Ã©tait urgent que le gouvernement burundais prenne des mesures pour mettre fin Ã lâ€™impunitÃ© tout en garantissant le dro
une procÃ©dure rÃ©guliÃ¨re, et que tous les partis politiques condamnent publiquement toutes les formes de violence
politique et tous les actes dâ€™incitation Ã la haine ou Ã la violence, conformÃ©ment Ã la Constitution du Burundi et Ã lâ€™
dâ€™Arusha Â». SignÃ© en 2000 aprÃ¨s des annÃ©es de pourparlers, lâ€™accord dâ€™Arusha pour la paix et la rÃ©concil
souvent appelÃ© lâ€™accord dâ€™Arusha â€“ a Ã©tÃ© conÃ§u pour mettre fin Ã la guerre civile et dÃ©signer les modalitÃ©s
pouvoir entre les diffÃ©rents groupes ethniques, afin de garantir une stabilitÃ© et une paix durables. Le CNDD-FDD
actuellement au pouvoir ne comptait pas parmi les signataires. Selon Jean-Marie Ntahimpera, professeur de sciences
politiques Ã lâ€™UniversitÃ© LumiÃ¨re de Bujumbura, la crise actuelle est due Ã la volontÃ© du gouvernement de saboter
lâ€™accord dâ€™Arusha qui est Â« la source de stabilitÃ© du pays Â», a-t-il dit. Il a expliquÃ© que cette volontÃ© se traduis
les importantes modifications de la constitution que le gouvernement entend faire adopter sans consulter lâ€™opposition ni
la sociÃ©tÃ© civile. Â« Il est clair que les partisans du CNDD-FDD exercent des pressions pour essayer dâ€™accÃ©der Ã p
de postes [gouvernementaux]. Ils estiment que lâ€™accord dâ€™Arusha confÃ¨re suffisamment de postes et de poids aux
Tutsis, alors quâ€™ils ne sont quâ€™une minoritÃ©, et ils veulent enterrer cet accord pour que les membres qui nâ€™occupe
poste puissent sâ€™en emparer. Â» Dans un pays oÃ¹ le secteur privÃ© est trÃ¨s restreint, le gouvernement reste la
principale source dâ€™emplois dans le secteur structurÃ©. Â« Le pays est stable depuis quelques annÃ©es et il doit le rester.
Pour cela, cet accord doit Ãªtre respectÃ©, les autres partis politiques doivent pouvoir travailler normalement, le processus
dÃ©mocratique doit Ãªtre acceptÃ© et la constitution, respectÃ©e Â», a dÃ©clarÃ© M. Ntahimpera. Selon Yolande Bouka, de
lâ€™Institut dâ€™Ã©tudes de sÃ©curitÃ©, lâ€™atteinte Ã lâ€™Ã©quilibre des pouvoirs pourrait entraÃ®ner le risque, mÃªme
tente de sâ€™immiscer dans le conflit Â». ConsidÃ©rant que la violence politique de ces derniÃ¨res annÃ©es Ã©tait due aux
partis plutÃ´t quâ€™au clivage hutu-tutsi, Mme Bouka avertit que si les dirigeants du pays Â« touchent Ã lâ€™accord dâ€™Aru
un risque de rÃ©-ethnicisation de la lutte pour le pouvoir... si le gouvernement va trop loin et provoque une division au
sein de lâ€™armÃ©e, si les officiers [tutsis] ont le sentiment quâ€™ils ont beaucoup Ã perdreâ€¦ Â» Â« Lâ€™accord dâ€™A
davantage menacÃ© aujourdâ€™hui quâ€™il y a quelques annÃ©es. Le gouvernement est plus tÃ©mÃ©raire quâ€™avant Â»

Â« Sâ€™il lâ€™on fait le bilan de tout cela, il semblerait quâ€™il essaye de se maintenir au pouvoir par tous les moyens poss
Â», a dit Mme Bouka. En fÃ©vrier, il y a eu un Ã©vÃ©nement politique majeur ; le vice-prÃ©sident du pays, Bernard
Busokoza, de lâ€™Union pour le progrÃ¨s national (Uprona), le seul parti dâ€™opposition reprÃ©sentÃ© au parlement et Ã ma
tutsi, a Ã©tÃ© Ã©vincÃ©. Cela a entraÃ®nÃ© la dÃ©mission de trois ministres du gouvernement de lâ€™Uprona qui ont Ã©tÃ
par des membres de la faction progouvernementale de lâ€™Uprona, non reconnue par le courant principal du parti. TollÃ©
de lâ€™opposition LÃ©once Ngendakumana, prÃ©sident de lâ€™Alliance des dÃ©mocrates pour le changement (ADC-Ikibiri)
coalition de 10 partis dâ€™opposition, est particuliÃ¨rement vÃ©hÃ©ment dans ses critiques du gouvernement Â« autoritaire Â»

Dans une lettre du 6 fÃ©vrier adressÃ©e au SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral des Nations-Unies, Ban Ki-moon, il a Ã©crit que le pays risquait de connaÃ®tre Â« un gÃ©nocide politico-ethnique Â». Faisant Ã©cho aux conclusions Ã©tablies de longue date par les dÃ©fenseurs des droits de lâ€™homme, M. Ngendakumana reproche au gouvernement Â« les exÃ©cutions extrajudiciaires, le tortures morales et physiques, les emprisonnements et harcÃ¨lements des militants et leaders des partis de lâ€™opposition, de la sociÃ©tÃ© civile et des mÃ©dias Â». M. Ngendakumana sâ€™est entretenu avec IRIN Ã la mi-avril et a affirmÃ© Â« qu parti nâ€™Ã©tait autorisÃ© Ã organiser des rÃ©unions alors que les membres du parti prÃ©sidentiel se rÃ©unissaient rÃ©guli Â». Â« Les armes sont distribuÃ©es comme des petits pains dans le pays aux jeunesses affiliÃ©es au CNDD-FDD Â», a-t-il ajoutÃ©. DÃ©menti du gouvernement Le 15 avril, le gouvernement a catÃ©goriquement niÃ© cette accusation dans un communiquÃ© de 1 700 mots en accusant le BNUB, Ã la suite de ses dÃ©clarations confidentielles divulguÃ©es aux Nations Unies Ã New York, de compromettre les relations avec le gouvernement, ainsi que la stabilitÃ© mÃªme du pays. Dans cette dÃ©claration, le gouvernement demande aux Nations Unies de vÃ©rifier ces allÃ©gations et de Â« sâ€™assurer quâ€™il pas dâ€™une campagne destinÃ©e Ã couvrir lâ€™entrÃ©e des armes dans le pays pour perturber la sÃ©curitÃ©, crÃ©er un pouvant saboter les prochaines Ã©lections Â». (Le gouvernement maintient que M. Ngendakumana est Â« allergique Â» aux Ã©lections, car lâ€™opposition nâ€™a aucune chance de les remporter. Lâ€™opposition affirme que ses chances sont la compromises, car les dÃ©s sont pipÃ©s.) Le gouvernement demande Ã©galement que des Â« mesures appropriÃ©es Â» soient prises contre les responsables Â« pour rÃ©tablir un climat de confiance Â» entre le BNUB et le gouvernement du Burundi. Par ailleurs, le BNUB rÃ©cuse les allÃ©gations selon lesquelles il mÃ¨nerait Â« une campagne ayant pour but de ternir lâ€™image du pays Â», en rappelant que Â« la concertation a toujours Ã©tÃ© au centre des relations avec les autoritÃ©s Burundi Â». Â« Les Nations Unies nâ€™ont dâ€™autre intÃ©rÃªt que de voir se rÃ©aliser pleinement lâ€™aspiration des Bu une nation prospÃ¨re, stable et paisible et oÃ¹ les valeurs dÃ©mocratiques sâ€™Ã©panouissent Â», a affirmÃ© le BNUB. Con des mÃ©dias par lâ€™Ã‰tat ? M. Ngendakumana, de lâ€™opposition, a Ã©galement dÃ©clarÃ© que le gouvernement cont organes de presse publics et quâ€™il sâ€™en servait pour diffuser des messages politiques bien avant le dÃ©but de la campag Ã©lectorale officielle. Â« Le prÃ©sident a demandÃ© lui-mÃªme la rÃ©vision de la constitution [qui a failli Ãªtre approuvÃ©e e mars] pour briguer illÃ©galement un troisiÃ¨me mandat. Ce quâ€™il a fait est illÃ©gal. La constitution limite Ã deux le nombre d mandats du chef de lâ€™Ã‰tat. Câ€™est mÃªme clairement Ã©noncÃ© par lâ€™accord dâ€™Arusha. Â» Mais de hauts fon gouvernement soutiennent que le premier mandat de M. Nkurunziza ne compte pas, car il nâ€™avait pas Ã©tÃ© Ã©lu par un vo direct, mais dÃ©signÃ© par les membres du parlement. Ã‰tablissant un parallÃ¨le Ã©vident avec les appels au meurtre diffusÃ©s par la radio Mille Collines lors du gÃ©nocide rwandais il y a 20 ans, les politiciens de lâ€™opposition accusent Rema FM, une station de radio privÃ©e progouvernementale, dâ€™exhorter ses auditeurs Ã Â« rester vigilants Â». En Ã©coutant la station, IRIN a relevÃ© que certains animateurs de Rema FM appelaient les auditeurs Ã rester Â« vigilants Â» avec ceux qui sont mÃ©contents des actions du gouvernement, qualifiant ces derniers de Â« saboteurs Â». Un important leader de la sociÃ©tÃ© civile a portÃ© plainte contre Rema FM pour avoir qualifiÃ© ses critiques du gouvernement de rÃ©bellion ; la station de son cÃ´tÃ©, porte plainte pour la comparaison avec le gÃ©nocide rwandais. Le politologue M. Ntahimpera a qualifiÃ© de dÃ©mesurÃ©s les propos sur le gÃ©nocide. Â« Les politiciens de lâ€™opposition utilisent ce terme pour montrer que les chose sont graves. Mais il nâ€™y a pas de signes de gÃ©nocide. Il sâ€™agit plutÃ´t de cas de violations des droits de lâ€™homme li restriction de lâ€™espace politique de lâ€™opposition. Il est prÃ©fÃ©rable de dÃ©finir les choses comme elles sont, plutÃ´t qu dâ€™exagÃ©rer Â». Aujourdâ€™hui, la communautÃ© internationale Â« regrette ce qui sâ€™est passÃ© au Rwanda en 199 dâ€™empÃªcher lâ€™explosion du Burundi Â», a-t-il ajoutÃ©. [Cet article ne reflÃ¨te pas nÃ©cessairement les vues des Natio Unies]